

Tribune socialiste

N° 349 / 23 NOVEMBRE 1967 / PRIX 0,70 F



La gauche et la monnaie

Michel ROCARD

Les hasards de l'amitié m'avaient valu en décembre 1964, d'aller fêter Noël chez des amis installés en Grande-Bretagne. Un dîner a réuni un certain nombre de professeurs d'université proches du Labour Party, parmi lesquels un économiste. Je me souviens d'avoir posé la question suivante : « Bien que je sois un économiste peu expérimenté en matière de paiements internationaux, il me semblait que le gouvernement travailliste aurait dû dévaluer il y a trois mois, c'est-à-dire dans les 24 heures de son arrivée au pouvoir, ce qui était le seul moyen d'imputer aux Tories la respon-

sabilité d'une situation désormais sans issue. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ? »

Il se produisit alors une chose étrange : un silence glacial accueillit ma question, l'économiste plongeait la tête vers son assiette, les autres assistants rougirent, de longues secondes s'écoulèrent et quelqu'un enfin nous rendit le service d'orienter la conversation vers la guerre du Vietnam. Bref, j'avais été impoli. Ma question ne visait pas la discussion en termes rationnels de l'action d'un gouvernement socialiste, elle mettait en doute, de manière infamante, l'objectif premier que s'était donné le Labour :

devenir un gouvernement « respectable » aux yeux de tous les Anglais, c'est-à-dire gouverner en respectant les dogmes imposés à la société britannique par sa bourgeoisie. Un gouvernement britannique peut tout faire, sauf toucher à la reine, et toucher à la livre. Tout le problème est là.

Comment se présentait donc la situation ? Elle était faite de difficultés spécifiques de l'économie britannique, aggravées par des pressions sur la livre que favorisait le mécanisme officiel des paiements internationaux.

La crise interne

En bref, l'économie britannique avait commencé bien avant toutes les autres, dès la fin du XVIII^e siècle, à prendre complètement le pari de l'industrialisation. Elle a sacrifié ses productions traditionnelles, à l'époque l'agriculture, aujourd'hui le textile naturel, pour se spécialiser dans les produits les plus nouveaux, acier, chimie, les vendre au monde entier, et recueillir par là les moyens d'acheter les produits classiques qui lui manquent, alimentaires notamment, en les payant moins cher que s'ils avaient été fabriqués par des travailleurs britanniques.

Une telle stratégie implique l'expansion constante, la division internationale de plus en plus poussée du travail, et une liaison de plus en plus étroite du pays en cause avec le mouvement mondial des échanges. Cela impliquait pour l'Angleterre l'obligation d'importations croissantes et par conséquent pour les payer l'obligation de rechercher à tout prix l'expansion, le progrès technique, une modernisation incessante pour être toujours capable de payer par des exportations aux marchés assurés les importations sans lesquelles elle ne vivrait pas. Des services comme l'assurance ou le fret sont en tous points semblables, à cet égard, à des produits exportés.

Mais, toujours dans l'ordre interne, des difficultés de trois types se sont présentées.

L'Angleterre est trop petite pour assumer seule la même stratégie économique à l'époque des grands ordinateurs, de l'industrie nucléaire, des avions de transport lourds. Au contraire de toute l'histoire récente, il allait falloir acheter les produits de la technologie la plus moderne.

De plus le monde entier s'industrialise. Le charbon est dépassé, l'acier est produit partout, l'automobile, les produits chimiques, l'électro-

nique, sont concurrencés par les Etats-Unis, l'Allemagne, la Suède, le Japon, la France... Demain, bien des pays en voie de développement produiront, au-delà de leur acier, leurs automobiles et leurs textiles. Les marchés deviennent difficiles à protéger et la part de l'Angleterre dans les exportations mondiales diminue lentement, mais inexorablement. Les importations en sont plus difficiles à payer.

Enfin l'attitude du mouvement syndical a joué son rôle. Ce qui suit n'est pas agréable à écrire. Mais le drame britannique est trop grave pour n'être pas l'occasion d'un examen de conscience complet de toute la gauche.

Une politique de recherche constante de la modernisation et de la productivité oblige à des bouleversements structurels fréquents, à des modifications répétées des qualifications et des situations professionnelles. Or l'évolution anglaise a développé un syndicalisme très puissant. Celui-ci a défendu la sécurité des travailleurs sans aucun égard à la souplesse nécessaire de l'économie. Son action aurait pu chercher à assurer des garanties contre les effets sociaux du changement, par la politique de plein emploi, la formation professionnelle et l'aide financière aux mutations professionnelles. Bien au contraire le mouvement syndical anglais, éludant toute référence aux problèmes de politique économique nationale, a cherché, et est parvenu, à ralentir le changement dans l'économie britannique et à y limiter la croissance de la productivité. Devant une concurrence extérieure qui donnait à sa situation une fragilité croissante, l'économie britannique fonctionnait tous freins serrés.

Les charges qui pesaient sur la livre

Pour un Etat sans statut monétaire particulier, cette situation aurait déjà été très difficile. Elle a été considérablement aggravée par les charges qui pesaient sur la livre. Depuis longtemps, cette monnaie sert à de très nombreuses transactions internationales, notamment sur les matières premières. Les Anglais disent que 30 % des échanges mondiaux se paient en livres. Ils n'exagèrent que peu.

En outre, un accord mondial datant d'avant la guerre et reconduit en 1946, fait de la livre sterling, avec le dollar et l'or, un des trois moyens de paiement internationaux. Toute dette internationale peut être payée indifféremment en dollars, en livres ou en or, à charge pour les autorités monétaires des Etats-Unis et de

Grande-Bretagne de garantir à leurs monnaies une parité constante avec l'or et par conséquent entre elles, et de garantir aussi à tout détenteur de livres ou de dollars, s'il n'est pas ressortissant du pays émetteur, la libre conversion de ses devises en or.

La livre représente donc 8 % du montant total de la masse monétaire internationale. C'est beaucoup moins qu'autrefois, mais tout de même encore considérable. De plus les détenteurs étrangers de livres en possèdent pour un montant qui représente à peu près cinq fois les réserves d'or de la Banque d'Angleterre. La Grande-Bretagne est donc un banquier en faillite. En outre, le système oblige la Grande-Bretagne à respecter une liberté de circulation absolue des capitaux. La place de Londres accueille de manière constante d'énormes capitaux internationaux de toutes origines, le plus souvent déposés à court terme. A la moindre alerte, ces capitaux qui n'ont pris la forme de livres qu'en raison des avantages historiques offerts par les services bancaires de la célèbre « City » peuvent désertier l'Angleterre pour rallier la Suisse, les Etats-Unis, voire l'Allemagne. Ces mouvements compliquent les fins de mois de la Grande-Bretagne. Du coup, les mouvements commerciaux réguliers en sont affectés. Importateurs et exportateurs sont plus rapides à se débarrasser de leurs livres et à garder des monnaies étrangères par peur d'une baisse des cours voire d'une dévaluation, les banques centrales du monde entier ne conservent pas leurs livres et demandent de l'or. Une spéculation systématique peut même s'abattre, voire un sabotage délibéré comme ce fut le cas au début de l'expérience travailliste.

Dans la mesure où, sur une longue période, la balance des paiements courants se détériore lentement, ce déficit fait peser sur la livre une menace croissante. De ce fait, les mouvements internationaux de capitaux ne peuvent jouer que contre la livre, et ceci de plus en plus gravement, obligeant ainsi la Grande-Bretagne à prélever sur sa production intérieure des ressources croissantes pour équilibrer le marché international de sa monnaie.

Le choix de Wilson

Il ne pouvait y avoir, dans cette situation, que deux stratégies. La première consistait à dégager la livre du carcan que lui impose son rôle de monnaie de réserve internationale. Une dévaluation immédiate était le prélude nécessaire à cette orientation, pour compenser par des exportations accrues, les pertes entraînées par la

vague de spéculation qu'auraient provoquée les premières mesures laissant deviner cette orientation. Politiquement il était nécessaire d'agir tout de suite, car c'était le seul moyen d'en imputer la responsabilité totale aux conservateurs à cause à la fois de la faillite de leur gestion pendant treize ans et du caractère tronqué des informations qu'ils avaient laissé filtrer sur la balance des paiements.



Troisième en date...

A.D.N.P.

L'autre stratégie consistait à redresser à terme l'équilibre des échanges commerciaux de la Grande-Bretagne, ce qui aurait pu suffire, si Wilson y était durablement parvenu, à restaurer la confiance dans sa monnaie et à réduire de ce fait la spéculation à très peu de choses. Mais cela supposait qu'avant le retour à un équilibre stable, l'économie britannique devrait s'imposer durablement les sacrifices nécessaires pour freiner sa propre consommation, exporter de la sorte toujours plus, et combler ainsi — longtemps — par ses propres ressources, ce que lui ferait perdre une spéculation internationale contre la livre qui ne disparaîtrait qu'avec le retour de l'économie intérieure anglaise à la santé.

Cette deuxième stratégie ne pouvait se fonder sur l'appui des milieux commerciaux internationaux, qui en étaient l'ennemi essentiel. Elle exigeait donc le soutien indéfectible de toutes les banques centrales associées au système de paiements internationaux, le fameux Gold Exchange Standard, pour toute la période où la livre resterait vulnérable. Elle avait besoin d'une bonne expansion dans le monde entier, de manière que les produits anglais trouvent des débouchés croissants. Mais surtout elle comportait une contradiction interne insoluble, à laquelle les conservateurs s'étaient déjà heurtés. Pour exporter plus, il faut produire plus, c'est-à-dire investir plus. Or, si l'équilibre des échanges

commerciaux dépend à long terme de la puissance de l'économie, de son dynamisme, il dépend à court terme des niveaux de prix. Toute augmentation des prix intérieurs rend plus difficile la vente de produits nationaux à l'étranger, et appelle les produits étrangers moins chers à venir sur le marché national. C'est une catastrophe pour la balance des comptes. De ce fait, la bataille au jour le jour se livre sur le front des prix. Dans une économie qui n'a pas assez investi depuis longtemps, la tentation est forte d'apaiser les mouvements de prix en limitant la demande, c'est-à-dire la consommation, mais aussi l'investissement intérieur. De là, le maintien constant d'un loyer de l'argent — le taux d'intérêt — élevé, dans le double dessein d'attirer à Londres des capitaux étrangers parce qu'ils y seront mieux rémunérés, et aussi de freiner les investissements pour diminuer une partie de la demande. Mais du coup l'économie devient moins compétitive, perd la possibilité de présenter sur les marchés extérieurs les produits les plus modernes, perd même la possibilité d'augmenter vite ses capacités de production.

En fait la réussite de cette deuxième stratégie était très douteuse. Il lui fallait une excellente conjoncture mondiale pendant longtemps, beaucoup de chance, et le soutien fidèle des banques centrales de tout le monde occidental, toutes choses fort improbables.

Le gouvernement Wilson l'a néanmoins choisie, pour cette raison simple, on l'a vu plus haut, que la première lui semblait politiquement impossible. Pourquoi cette sensation d'impossibilité ?

D'une part l'équipe Wilson n'avait pas une pleine connaissance du problème. C'est grave, car cela pose en fait le problème du sérieux et de la précision des plates-formes de l'opposition, et pour nous, membres du P.S.U., c'est la conception même de ce que doit être un programme commun de gouvernement qui se trouve ici mise en question. On ne biaise pas avec les problèmes monétaires, Wilson en est une preuve douloureuse.

D'autre part, si Wilson a fait ce choix, c'est aussi parce qu'il était persuadé, probablement à juste titre, que le peuple anglais ne lui pardonnerait pas une dévaluation. Comme les deux seules dévaluations de l'histoire anglaise sont signées, en 1931 et en 1947, de gouvernements travaillistes, et que l'image du travaillisme en a été ternie, Wilson s'était dit : « Je ne signerai pas la troisième ». Cette position n'était admissible que s'il était certain de n'y être pas acculé. Mais comme en fait elle était inévitable, il

fallait axer la propagande du Labour Party sur la paralysie que le rôle de la livre faisait subir à la Grande-Bretagne, pendant au moins deux ans, pour conquérir auprès de l'opinion la marge de liberté nécessaire à l'action. La faillite est d'abord celle de l'analyse théorique, et ensuite, mais ensuite seulement, celle de la lucidité et du courage politique.

L'engrenage

Le gouvernement Wilson a eu, par la suite, le courage de sa mauvaise position. Mais il n'a pas eu de chance. La conjoncture mondiale s'est alanguie, notamment en Allemagne et en France, et les produits anglais se sont mal vendus. La guerre du Moyen-Orient a été coûteuse au trésor britannique, et la politique anglaise dans cette zone a conduit bien des émirats riches de royalties pétrolières à enlever leurs dépôts de Londres pour les mettre ailleurs.

Au fur et à mesure que les difficultés s'amoncelaient, Wilson soumettait l'Angleterre à une austérité croissante. Plus de chômage, crédit plus cher, moins d'importations, pour sauver à court terme une balance des paiements que cette politique contribuait davantage à compromettre à long terme.

Et chaque fois, les Etats-Unis servaient d'entremetteurs pour organiser des opérations de sauvetage qui supposaient évidemment que M. Wilson ne critique pas leur politique au Vietnam.

Mais chaque fois le coût du sauvetage de la livre montait, lors de la dernière crise, le gouvernement gaulliste a marchandé son soutien, souhaitant à la fois que l'Angleterre se désolidarise des Etats-Unis, et que la crise de la livre entraîne celle d'un système monétaire mondial fondé sur la puissance du dollar et qu'il contestait.

Cela a suffi pour amener l'Angleterre à dévaluer « à chaud » dans les conditions dramatiques que la presse a décrites.

Mais que l'on ne se fasse pas d'illusions : un peu plus tôt, un peu plus tard, avec 1 % de plus ou 1 % de moins, dans le drame ou dans un calme relatif, cette issue était fatale. Elle était écrite dans le choix de 1964 comme dans la situation de l'économie anglaise. C'est pourquoi Guy Mollet a tort de dire qu'il faut voir là l'héritage de la gestion conservatrice, Wilson pouvait choisir autrement, s'il l'avait fait tout de suite. Et l'éloge qu'a adressé François Mitterrand à la politique monétaire de Wilson dans sa récente interview à *l'Express*, pour souligner l'intérêt nouveau que la gauche porte à

la monnaie, s'il était louable dans l'intention, trouve bien mal son point d'application. Ces interventions récentes montrent que la gauche française a encore du travail pour parvenir à une doctrine monétaire correcte. Le fait de refuser le dialogue avec le P.S.U. ne fait certes pas avancer le programme commun dans ce domaine.

Et maintenant ?

Le problème essentiel tient en ceci que rien n'est résolu. Le taux choisi par les Britanniques est sans doute le taux maximal permis pour maintenir tout de même le soutien du dollar, puisque rien n'était acquis en ce qui concerne les garanties que pouvaient offrir les Six. Mais ce taux n'assure à l'Angleterre qu'un ballon d'oxygène très temporaire. Il lui faudrait investir beaucoup pour pouvoir en profiter, or l'argent n'a jamais été aussi cher. La Banque d'Angleterre vient de porter son taux d'escompte à 8 %, interdisant ainsi toute rentabilité à bien des projets d'investissements. Le problème se reposera donc, peu modifié, dans un an, si la politique économique intérieure ne se réoriente pas complètement vers l'organisation de l'expansion, avec par précaution la création d'un contrôle des changes.

Pour le reste du monde, les conséquences sont graves aussi.

En obligeant l'Angleterre à dévaluer dans de telles conditions, de Gaulle a créé des ennuis sérieux au dollar, et par conséquent marqué un point indiscutable dans la lutte qu'il mène à sa manière contre les Etats-Unis. Il faut s'attendre, en effet, à une très importante spéculation sur l'or dans les semaines qui viennent. Comme les banques centrales des grands pays devront y faire face en vendant de l'or et qu'elles le demanderont aux Etats-Unis, ceux-ci vont enregistrer des sorties massives. Cela pourrait les conduire, dans un proche avenir, à désolidariser le dollar de l'or, comme ils songent à le faire depuis quelque temps. La crise du système monétaire international est aujourd'hui ouverte.

Dans un tel état de crise, le crédit international se resserrera. Tous les pays vont être plus que jamais attentifs à l'équilibre mensuel de leurs paiements. Si de Gaulle a marqué un point contre les Etats-Unis, c'est au risque de provoquer dans les grands pays industriels une aggravation des politiques de déflation et de

chômage. Cette caractéristique particulière de la politique gaulliste, que nous expérimentons déjà en France, devient produit d'exportation. En tout cas, c'en est fait de la reprise générale de l'expansion mondiale qui était attendue, avec un bon rythme pour 1968. Au contraire, la politique de relance en Allemagne va sans doute être modérée. En France, où la menace de produits anglais devenus moins chers sera sensible dans les secteurs où les Britanniques sont traditionnellement bons vendeurs, textile, automobile, mécanique, on verra s'aggraver les menaces de sous-emploi, et très probablement notre balance des comptes se détériorera, ce qui pourrait conduire le gouvernement à un nouveau coup de frein.

Il faut en outre rappeler que la politique monétaire française est conduite au nom de l'idée que le franc revendique un rôle monétaire international. L'expérience Wilson montre à quel point cette idée pourrait être catastrophique pour notre pays. Il ne peut y avoir de monnaie internationale que celle du pays à la plus forte productivité, les Etats-Unis, ou celle qui, ne servant à aucuns paiements nationaux, serait émise et gérée par une institution internationale correctement contrôlée. A défaut, ce sont les travailleurs du pays intéressé qui font les frais du prestige monétaire douteux recherché par leurs dirigeants.

La dure période qui s'ouvre pour l'économie anglaise et pour l'économie mondiale doit être mise à profit par la gauche pour de salutaires réflexions. Seul l'équilibre rigoureux de ses paiements extérieurs permet à un pays d'échapper aux pressions du capitalisme international. Ces pressions jouent toujours dans le sens de la déflation, du chômage, et de la restriction des revenus salariaux. Le seul moyen d'y échapper réside dans la recherche de l'expansion par une planification sélective sachant utiliser à la fois la mise en concurrence comme la nationalisation pour conduire les entreprises vers le respect du plan. Cette politique doit savoir se garantir des pressions extérieures, au besoin par le contrôle des changes. Toute la difficulté de la construction européenne est de savoir si une telle politique sera possible à ce niveau. La Grande-Bretagne en a aujourd'hui besoin. Paradoxalement, c'est peut-être là, à condition de savoir le saisir, le seul élément positif de la crise qui commence.